

LES FEMMES, L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

ANNA BRONSTEIN



LES FEMMES, L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

ANNA BRONSTEIN



LES LUTTES FÉMINISTES À LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

On ne peut pas comprendre le rôle majeur joué par les femmes dans la Révolution russe et leurs acquis sans connaître leurs velléités de lutte avant 1917.

Le groupe social constitué par les femmes n'est pas un groupe homogène, elles ne vivent pas les inégalités de la même manière selon la classe sociale dont elles sont issues. Et c'était vrai également en Russie au début du siècle dernier, où bien peu de points communs existaient entre la fille d'un moujik (paysan pauvre, encore soumis à un système de servage pourtant officiellement aboli en 1861), et la femme du Tsar ou d'un riche propriétaire terrien.

Au sein du groupe social des femmes, il existe donc de véritables inégalités. À l'oppression structurelle que subit l'ensemble des femmes, s'ajoutent l'exploitation pour les femmes travailleuses, le racisme pour certaines d'entre elles, etc.

Ce qui explique notamment que ce soient les femmes de l'industrie du textile qui aient allumé la mèche de la Révolution russe, à Saint-Petersbourg.

Avant 1914, dans la pratique, les différents féminismes se sont parfois retrouvés et ont lutté ensemble, mais l'égalité formelle des droits était un but en soi pour les féministes bourgeoises, tandis que les féministes ouvrières ont toujours eu des revendications qui allaient au-delà de la simple égalité formelle, qui ne signifie pas égalité réelle ni émancipation, puisque, comme on l'a vu, le sexisme est structurel, et les lois n'y changent rien.

Il existe plusieurs exemples historiques des luttes qu'ont pu mener ensemble, et jusqu'à un certain point, les femmes bourgeoises et prolétaires. Dans les périodes de lutte des classes plus intenses, c'est-à-dire lorsque l'affrontement entre les classes (bourgeoise et prolétaire) est plus direct, l'antagonisme apparaît de manière plus évidente. On s'aperçoit alors véritablement que les intérêts diffèrent pour les femmes bourgeoises et les femmes prolétaires.

C'est en particulier avec l'industrialisation et la prolétarianisation des femmes, notamment intégrées massivement à l'industrie du textile, que se révèle plus ouvertement l'antagonisme de classe et que le front de lutte pour l'émancipation des femmes se divise.

Mais en période de guerre, dès 1914, alors que les hommes sont envoyés par milliers au front, les femmes intègrent en masse les usines, les administrations, etc. Leurs conditions de vie deviennent réellement insupportables. Enfin, elles sont confrontées au quotidien à la mort de leurs proches, le taux de bébés morts-nés croît énormément et le nombre de personnes atteintes de maladies mentales augmente conséquemment. Dès 1915 en Russie et ailleurs, de nombreuses révoltes de femmes, contre la guerre et l'inflation, ainsi que plusieurs grèves dures, secouent les pays belligérants.

LA GUERRE ET L'INTERNATIONALISME

Au sein des différents courants féministes internationaux, le déclenchement de la Première Guerre mondiale révèle ouvertement les désaccords d'ordre stratégique. L'aile la plus progressiste du « féminisme bourgeois » s'allie parfois aux sociaux-démocrates de la IIe Internationale dans l'activité au quotidien, mais s'allie toujours aux partis libéraux en dernière instance. C'est pourquoi au début du XXe

siècle, les luttes féminines radicales pour le droit de vote sont mises en échec par la déclaration de guerre : à cause de la répression et de la censure des gouvernements, mais aussi et surtout parce que les organisations féministes bourgeoises se mettent au service de leur patrie. Les bourgeoises d'un pays s'affrontent aux bourgeoises d'un autre pays, dans une logique de repli des bourgeoisies nationales. La Première Guerre mondiale marque la fin de la tradition internationaliste du mouvement féministe bourgeois.

Dans le même temps, les partis socialistes sont les premiers à revendiquer l'incorporation des femmes à la production et des droits démocratiques (comme le droit de vote, ajouté à leurs revendications en 1904). Mais il existe chez les socialistes des débats profonds et des désaccords. Certains pensaient que le droit de vote était la condition ultime de libération des femmes, ou encore que les femmes devaient rester au foyer.

Tous ces débats sur le programme des socialistes pour émancipation des femmes sont le reflet du combat entre révolutionnaires et réformistes.

La pointe avancée de la lutte contre l'aile droite de la IIe Internationale sont notamment Rosa Luxembourg et Clara Zetkin, qui organisent des conférences internationales des femmes socialistes. Clara Zetkin participe également activement à l'élaboration d'un journal destiné aux femmes travailleuses qui gagne beaucoup d'influence. La polarisation est à son comble chez les socialistes lors du vote des crédits de guerre par une partie d'entre eux (l'aile droite).

Par ailleurs, c'est Clara Zetkin qui propose d'instaurer une journée internationale de mobilisations et de grèves pour les droits de femmes au cours de la conférence internationale des femmes socialistes en 1910.

Du 26 au 28 mars 1915 a lieu la 3^e Conférence internationale des femmes socialistes à Berne (70 femmes de différents pays). Il s'agit de la première conférence socialiste dont le thème central était l'opposition à la guerre en cours et où a été votée la condamnation de la guerre impérialiste avec le mot d'ordre « Guerre à la guerre ». Et cette conférence des femmes socialistes a lieu six mois avant la conférence de Zimmerwald, bien plus connue, qui réunira notamment Lénine et Léon Trotsky et qui condamnera également la guerre impérialiste en cours.

L'internationalisme et la lutte contre la guerre ne sont alors plus défendus que par le socialisme révolutionnaire.

Extrait du *Manifeste de la Conférence internationale des femmes socialistes*, réunies à Berne en mars 1915 :

« L'Humanité tout entière fixe son regard sur vous, femmes du prolétariat des pays belligérants. Devenez les héroïnes, les sauveurs ! Unissez-vous ! Que votre volonté soit une ! Que votre action soit une ! Ce que vos maris et vos fils ne peuvent exprimer, c'est à vous de le dire, de le redire et de le redire encore : Les travailleurs de tous les pays sont frères. Ce n'est que leur volonté unie qui peut mettre fin à l'assassinat des peuples. Seul le socialisme est la paix future de l'Humanité. [...] À bas la guerre ! Par et pour le socialisme ! »

RUSSIE : POINTE AVANCÉE DE LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE VIE MAIS AUSSI DE LA LUTTE DES FEMMES

La Russie, plus vaste pays du monde, est un pays encore soumis à un régime tsariste, avec une économie arriérée malgré l'essor d'un capitalisme balbutiant et le développement d'énormes concentrations ouvrières dans les principales villes. Et en dépit de l'abolition du servage en 1861, la majorité des terres sont composées de grandes propriétés seigneuriales ou sont possédées par l'Église. En 1917, 30000 propriétaires possédaient autant de terres que 10 millions de familles. La paysannerie compose l'immense majorité de la population russe, est extrêmement pauvre, et fournit de la chair à canon au front et une main-d'œuvre massive aux concentrations ouvrières dans les villes.

En Russie, entre 1914 et 1918, pendant que les hommes étaient envoyés au front, la participation des femmes à la production a augmenté entre 70% et 400% selon les secteurs. Elles se sont converties en ouvrières agricoles, représentant jusqu'à 72% des travailleurs ruraux. Dans les fabriques, elles sont passées de 33% de la force de travail en 1914, à 50% en 1917.

Des soulèvements importants de ce nouveau secteur de la population, les femmes récemment intégrées au système de production, ce nouveau « prolétariat féminin », ont lieu dans toutes les grandes villes de Russie dès le début de la guerre, à Saint-Pétersbourg et Moscou en premier lieu. Des luttes et des grèves dures, offensives, avec des revendications

spécifiques pour les femmes comme le paiement des congés maternités, des pauses pour allaiter leurs enfants et la mise en place de crèches dans leurs usines. La combativité est particulièrement exacerbée chez les travailleuses du textile, qui sont parmi les secteurs les plus précaires et où les femmes sont très largement représentées. Et depuis 1913 en Russie, la Journée internationale des droits des femmes, à l'initiative des femmes socialistes, et qui a lieu autour du mois de mars sans qu'une date fixe ne soit encore actée, est toujours l'occasion de luttes très politiques, pour du pain et contre la guerre. Ces journées de grève et de lutte sont presque systématiquement durement réprimées par le régime tsariste.

À l'occasion de la journée des droits des femmes en 1914, le gouvernement qui a conscience de la combativité des femmes, et en particulier des travailleuses du textile, interdit les rassemblements dans les grandes concentrations ouvrières de Russie. Une grande partie des oratrices connues sont envoyées dans les prisons du tsar.

Tract distribué par les bolchéviks à Kiev en 1915 :

« Si le sort du travailleur est dramatique, celui de la femme est encore pire. Dans les usines, dans les ateliers, elle travaille pour l'entreprise capitaliste, au foyer elle travaille pour la famille. Des milliers de femmes vendent leur force de travail au capital ; des milliers d'esclaves qui louent leur travail ; des milliers et centaines de milliers subissent le joug de la famille et de l'oppression sociale. Pour la majorité des travailleuses, cela paraît normal mais les femmes travailleuses ne peuvent-elles aspirer à un futur meilleur, et que le destin les condamne à une vie de travail uniquement, sans repos nuit et jour ? Camarades travailleuses ! Nos camarades [masculins] travaillent durement à nos côtés. Leur destin et le nôtre sont les mêmes. Mais depuis un certain temps, ils ont trouvé le seul chemin pour obtenir une vie meilleure : le chemin de la lutte ouvrière organisée contre le capital, le chemin de la lutte contre toutes les oppressions, les cruautés et les violences. C'est seulement par la lutte unifiée des travailleuses, au sein des organisations de travailleuses – le Parti social-démocrate, les syndicats, les clubs ouvriers, les coopératives – que nous pourrons obtenir nos droits et une vie meilleure. »

Ce tract pointe le fait que les socialistes révolutionnaires avaient très bien saisi la grogne qui s'était développée parmi le nouveau prolétariat féminin, dû à sa condition particulière de double exploitation et d'oppressions spécifiques, mais pose également la question de l'auto-organisation des femmes.

LES FEMMES DANS LA RÉVOLUTION RUSSE : LA JOURNÉE DU 23 FÉVRIER

La Révolution russe s'est déroulée en deux « temps » : le premier en février qui renverse le pouvoir tsariste et met en place un gouvernement provisoire et où un double pouvoir s'instaure avec les soviets, et le deuxième en octobre 1917, qui exproprie la bourgeoisie, et où les travailleurs prennent le pouvoir.

L'insurrection fut une véritable surprise en février, et le secteur de la population qui en alluma la mèche... fut les femmes travailleuses, en particulier à St Petersburg ! Le 23 février du calendrier russe de l'époque, qui correspond au 8 mars dans notre calendrier actuel, était la journée internationale des droits des femmes en 1917. Trotski, dans son Histoire de la Révolution russe (chapitre 7), explique qu'en dépit de toutes les consignes et toutes les prévisions, les ouvrières du textile sont sorties dans la rue, entraînant derrière elles les travailleurs hommes (et notamment les métallos), ainsi que d'autres secteurs de la population. Quelques jours plus tard seulement, le régime tsariste tombait.

Il est impossible de dépeindre dans sa globalité le rôle qu'ont joué les femmes aux cours de février et d'octobre 1917, mais il est certain que ce secteur de la population, l'un des plus précaires, a joué un rôle central tout au long du processus révolutionnaire.

L'AUTO-ORGANISATION, LES ACQUIS DES FEMMES DANS LA RÉVOLUTION RUSSE ET LE CODE DE 1918

Sous le gouvernement provisoire de Kerensky, constitué après la Révolution de février qui mit à bas le régime tsariste, et l'apparition d'un double pouvoir en Russie avec l'émergence des soviets, les femmes russes accédèrent aux droits de vote et d'éligibilité, des droits qui n'ont été obtenus que bien plus tard dans les pays centraux, et étaient légalement reconnues comme les égales des hommes sur le terrain légal et politique.

Mais ce n'est qu'après la prise du pouvoir par les travailleurs qu'a été établie une législation avant-gardiste, voire anachronique, en ce qui concerne les

droits des femmes. Alexandra Kollontaï, l'une des principales dirigeantes bolchéviques, a joué un rôle prépondérant dans l'élaboration de ces mesures.

Les questions des droits des femmes ont été élaborées sur le principe de l'auto-organisation des femmes.

Lénine déclarait en 1919 :

« Nous disons que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. De même, l'émancipation des travailleuses sera l'œuvre des travailleuses elles-mêmes. »

Seulement quelques jours après la prise du pouvoir, le parti bolchévik organise la première conférence de femmes, prenant en considération l'importance de l'organisation des femmes entre elles, y compris celles qui ne sont pas organisées dans un parti ou un syndicat. L'année suivante a lieu le premier congrès de femmes travailleuses de toute la Russie, où il est acté la création de commissions d'agitation et de propagande, et à laquelle participe notamment Alexandra Kollontaï. Ces commissions deviendront plus tard le département des femmes du secrétariat du Parti, Zhenotdel en russe, qui réfléchit aux revendications féministes.

Alexandra Kollontaï, qui a rejoint le parti bolchévik au cours de la guerre, sur la ligne de Lénine d'opposition à la guerre en cours, fut en effet nommée Commissaire du peuple à l'assistance publique, un nouveau poste ministériel. Après la révolution, toute la législation, de même que l'État ouvrier en place, étaient pensés comme transitionnels : ils devaient garantir des droits et des libertés inexistants auparavant, ouvrir l'horizon des possibles mais étaient voués à disparaître lorsque le socialisme serait réel. Par exemple, la famille, pourtant vectrice d'oppression, ne pouvait être abolie brutalement, dans le contexte d'une société encore traversée par le patriarcat, et où la situation économique ne garantissait pas le droit des femmes à disposer de leurs corps (en particulier en ce qui concerne la contraception et l'avortement). La liberté sexuelle et l'union libre auxquelles aspiraient les bolchéviks n'auraient eu de réalité que pour les hommes dans ce contexte. C'est pourquoi la nouvelle législation transitoire, qui était pensée pour amener à une société où l'égalité entre les hommes et les femmes aurait été réelle et pas seulement formelle, assurait aux femmes des libertés qu'elles n'avaient jamais eues, en dépit du contexte socio-économique. Le divorce par consentement mutuel, le mariage civil remplaçant le mariage religieux, la reconnaissance

du concubinage, la reconnaissance des enfants nés hors-mariage, ce qui permettait de demander des aides et que les femmes n'assument pas seules l'éducation ; le mariage n'était plus reconnu comme une communauté de bien (ce qui impliquait que le salaire de la femme n'était plus la propriété du mari...).

Toutes ces mesures tendent vers l'idée d'une union libre, basée sur un amour partagé entre deux personnes libres, débarrassées des contraintes et de l'assujettissement matériel et économique. Il s'agit donc d'un code transitoire, voué à devenir obsolète à mesure que les bases matérielles permettent de réellement remettre en cause la famille, et en particulier la question des tâches ménagères. En parallèle, des mesures pour protéger les femmes sont mises en place : la légalisation de l'avortement rendu gratuit, des aides pour les enfants, des droits pour les femmes enceintes (congés maternité payés, etc.).

Afin de permettre aux femmes de s'émanciper du foyer où elles continuent à assurer les tâches domestiques, des laveries, des crèches et des cantines communes sont ouvertes. Ainsi le travail qui y est effectué est reconnu comme tel et rémunéré, les tâches domestiques sont socialisées (au lieu par exemple d'une « meilleure répartition » de ces tâches au sein du couple, ou de rémunérer les femmes au sein des foyers).

Des droits totalement anachroniques sont également promulgués pour les personnes LGBTI : légalisation du mariage pour les couples homosexuels (même si très peu ont été prononcés), droit pour les personnes trans de changer de sexe sur leurs passeports.

LA DÉGÉNÉRESCENCE DE L'URSS ET LA DÉGRADATION DE LA SITUATION DES FEMMES

Par la suite, et notamment à cause du fait que la misère socialisée en URSS n'offrait pas les bases matérielles à une émancipation des femmes jusqu'au bout, les conditions des femmes et des personnes LGBTI se sont considérablement dégradées, notamment à l'issue de pas moins de seize déclarations de guerre faites à l'URSS par des pays impérialistes et leurs alliés, et donc d'une économie au service de la défense des acquis, tournée vers l'armement, et l'augmentation du chômage...

Mais surtout, après l'accession de Staline au pouvoir et la dégénérescence et la bureaucratisation de l'État ouvrier, les mesures les plus progressistes sont abolies. Les femmes sont renvoyées au foyer, la famille mononucléaire est érigée en modèle, les femmes sont valorisées lorsqu'elles ont de nombreux enfants, et la liberté sexuelle est condamnée. L'auto-organisation des femmes est attaquée, et elles sont donc moins à même de porter leurs revendications, de faire de la politique, de se représenter elles-mêmes, tout comme les organisations de jeunesse et ouvrières... C'est la bureaucratisation de l'URSS.

Pour ne donner que quelques exemples, en 1932, le Zhenotdel fut dissous. En 1934, l'homosexualité est à nouveau pénalisée. En 1936, l'avortement est interdit et les divorces sont condamnés par une amende.

QUELS ÉCHOS AUJOURD'HUI ?

Il est important de voir que la Révolution de 1917, au-delà du fait qu'elle ait été « déclenchée » par les femmes, a permis de mettre en place des mesures totalement avant-gardistes, extrêmement progressistes, pour les femmes et les personnes LGBTI. Et ce alors même qu'en raison du contexte économique, des guerres en cours et de l'isolement de l'URSS, les moyens matériels ne permettaient pas de mener cette révolution jusqu'au bout.

Pour rappel, ces droits législatifs et politiques n'ont été conquis en France que des décennies plus tard : l'égalité légale et politique et le principe de l'égalité salariale datent de 1945.

En France, le code Napoléon (ayant inspiré de nombreuses législations dans le monde entier), qui place la femme sous la tutelle financière et administrative de son mari et par le biais duquel les conditions du divorce se restreignent ou l'infidélité de la femme est punie plus sévèrement que celle du mari, est longtemps resté en vigueur. Il est adopté en 1804 et ce n'est qu'en 1965 qu'au sein d'un couple marié, la femme peut gérer ses biens, ouvrir un compte en banque, exercer une profession sans l'autorisation de son mari.

L'IVG est légalisée en 1972 et la dépénalisation de l'homosexualité date de 1982.

L'histoire des femmes dans la Révolution russe, c'est aussi la démonstration qu'on ne peut pas lutter contre le patriarcat sans lutter contre le capitalisme, et inversement.

Enfin, cette expérience unique pose sous un jour particulier la question de l'auto-organisation des femmes, la stratégie de lutte pour leur émancipation, la question des droits législatifs et politiques, qui ne signifient pas droits dans la vie et donc la nécessité de mesures transitoires. C'est un sujet qui pose la question des luttes sur un mode offensif et pas seulement défensif.



l'information du bon côté de la barricade – –

www.revolutionpermanente.fr

Monde	Politique	Notre classe	Société	Débats
Genres et Sexualités		Jeunesse	Culture et Sport	
lire, diffuser, contribuer				



WWW.REVOLUTIONPERMANENTE.FR